



Mettre en œuvre l'Agenda 2030 au Luxembourg

Réflexions de quelques organisations de la société civile luxembourgeoise



Les 193 Etats membres des Nations Unies ont adopté le 25 septembre 2015 au sommet des Nations Unies à New York l'**Agenda 2030 pour un développement durable** (« Agenda 2030 »).

Les **17 objectifs de développement durable (ODD)**¹ de cet Agenda 2030, que les Etats du monde se sont engagés à atteindre jusqu'en 2030, sont le résultat d'un vaste processus participatif qui a commencé à la conférence Rio+20 en 2012 et qui a fusionné à l'échelle des Nations Unies l'agenda de coopération internationale avec l'agenda de développement durable.

Un Agenda pour tous

L'Agenda 2030 est un réel Agenda pour tous. Ainsi, les ODD adoptent une **approche holistique**, adaptée à la complexité des défis et interdépendances mondiales. De même, l'Agenda 2030 adopte une **approche universelle** et s'applique à tous les pays. Y compris le Luxembourg.

Dès lors, l'Agenda 2030 devient le nouveau cadre d'action pour tous les acteurs impliqués dans un développement durable : les gouvernements, les parlements, la société civile, le secteur privé, le secteur académique, les citoyens.

Certes, l'Agenda 2030 a également ses faiblesses. Sa faiblesse principale étant probablement, qu'il n'est **pas contraignant**. De plus, les ODD peuvent paraître **contradictoire**s entre eux-mêmes². Cela est sans doute dû au fait qu'ils sont le résultat d'un compromis entre un grand nombre d'acteurs à une échelle mondiale et aux convictions divergentes.

Néanmoins, les engagements pris par le gouvernement luxembourgeois au sommet à New York en septembre 2015³ sont réels et représentent un défi de taille. Après tout, les Etats du monde y ont annoncé rien moins que « l'éradication totale de la pauvreté extrême », « la réduction des inégalités entre et à l'intérieur des pays », « la prise de mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques », « un changement fondamental de la manière dont nos sociétés produisent et consomment des biens et services » – pour n'en citer que quelques-uns. Voilà **un projet extrêmement ambitieux**.

Notre appel au gouvernement luxembourgeois

Nous saluons cet engagement du gouvernement luxembourgeois. Afin d'avoir un effet réellement transformatif, tel que stipulé dans l'Agenda 2030, **le gouvernement devra effectuer de profonds changements structurels dans tous les domaines** (les finances, l'économie, les modes de production et de consommation, le travail, l'agriculture, etc.) **et adopter des mesures de mise en œuvre des ODD appropriées, efficaces et cohérentes :**

- Le gouvernement devra faire du développement durable une **priorité fondamentale et transversale, déterminant toutes les politiques gouvernementales**. Le développement durable devra devenir un fil rouge à travers tous les ministères et administrations du gouvernement.
- La mise en œuvre de l'Agenda 2030 exige **du courage et du leadership politique** au plus haut niveau du gouvernement pour ne pas succomber à d'autres contraintes (politiques, économiques, budgétaires ou autres) qui ne sont pas compatibles avec un développement durable et qui risquent d'être jugées plus importantes ou urgentes.
- La mise en œuvre de l'Agenda 2030 exige non seulement la volonté politique mais également **des actions politiques**. Elle nécessite **une stratégie et une feuille de route nationale** suivies de **mesures concrètes, efficaces, étendues et cohérentes** et de **mécanismes de coordination, de suivi et d'évaluation systématiques et efficaces** consacrés spécifiquement au développement durable d'ici 2030.
- Il est précisé dans l'Agenda 2030 que, bien que l'Agenda s'applique à tous les pays, « il sera tenu compte des différentes réalités, capacités et niveaux de développement nationaux et les politiques et priorités nationales seront respectées ». **Il est essentiel que le gouvernement ne se cache pas derrière les « spécificités » du Luxembourg** (tel que sa petite taille, son grand nombre de travailleurs transfrontaliers, son évolution démographique, etc.) pour réaliser le changement souhaité.

¹ <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

² En guise d'exemple, d'un côté l'objectif 12 appelle à « assurer des modes de consommation et de production durables », tandis que l'objectif 8 revendique « une croissance économique durable et inclusive ». Il est tout au moins discutable si le dogme de la croissance économique est compatible avec une consommation et une production durables.

³ Pas moins de trois ministres luxembourgeois ont fait le déplacement à New York : Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement ; Romain Schneider, Ministre de la Coopération au développement et de l'action humanitaire, Ministre de la sécurité sociale et Ministre des Sports et Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes

- Les tendances actuelles en matière de croissance économique et de modèles de consommation non durables mettent une pression intenable sur l'environnement naturel et la capacité de notre planète. **Nous appelons le gouvernement à se détourner progressivement de sa doctrine de la croissance économique à tout prix, et à plutôt viser une politique de redistribution des richesses déjà existantes de manière plus équitable**, au Luxembourg et dans le monde.
- Au-delà du produit intérieur brut (PIB) comme unique mesure de croissance et de progrès d'un pays, une approche radicalement différente est nécessaire pour intégrer les concepts de développement, d'inclusion, de respect des droits humains et d'utilisation des ressources naturelles pour la période après 2015. **Nous appelons le gouvernement à continuer ses travaux en matière du PIBien-être**. Parmi les questions abordées, un rôle clé revient à la mise en question des modèles répandus de production et de consommation sur lesquels notre économie (mondiale) est fondée.
- La focalisation sur les domaines économiques tels que **la finance, le commerce international, les systèmes fiscaux et les institutions financières internationales**, doit être revue pour réorienter l'économie luxembourgeoise afin de servir l'ensemble des populations et la planète. Nous invitons le gouvernement luxembourgeois à examiner des voies de transition de ce modèle économique vers une économie plus diversifiée et socialement responsable.
- Le processus qui a mené à l'Agenda 2030 a été l'un des plus participatifs jamais mené, impliquant un grand nombre d'organisations de la société civile et tenant compte de leurs positions. **Nous appelons le gouvernement à adopter une même approche participative** pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Luxembourg. L'élaboration du nouveau Plan National pour un Développement Durable en 2016 représentera une opportunité pour créer des bonnes pratiques dans ce sens.

Bien évidemment, réaliser de profonds changements structurels ne concerne pas uniquement le gouvernement. Cela requiert un effort commun et une prise de responsabilité à tous les niveaux, du gouvernement certes, mais également des administrations, du parlement, du secteur académique, des partenaires sociaux, des entreprises, du secteur agricole, de la société civile organisée et des citoyens en tant que consommateurs, électeurs, salariés, employeurs etc. L'objectif devrait être celui d'**évoluer ensemble vers un développement équitable et durable global**.

Notre appel à la Chambre des députés

- La Chambre des députés, à travers toutes ses commissions, devra s'impliquer activement dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Ainsi, la Chambre devra systématiquement **vérifier l'impact des propositions de loi** qu'elle présente et des lois qui lui sont soumises au vote quant à leur conformité avec l'Agenda 2030 en particulier, et le développement durable en général.
- La Chambre des députés devra assumer son rôle de contrôle du gouvernement en ayant un **regard systématique sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 par le gouvernement** et devrait notamment demander au gouvernement un rapport annuel sur l'avancement de la mise en œuvre de cet Agenda d'ici l'an 2030.

Notre appel à la société civile organisée (et donc à nous-mêmes)

Pour la société civile organisée l'approche holistique que promeut l'Agenda 2030 représente également un défi de taille. Tout comme les gouvernements, les administrations et les parlements, la plupart des organisations de la société civile se focalise sur un certain secteur, que ce soit, par exemple, le droit du travail, le droit social, le droit de la femme, les droits humains en général, la migration, l'environnement, le changement climatique, l'alimentation, la lutte contre la pauvreté ou autre. En réponse à une interconnexion grandissante de ces thématiques, **différentes organisations de la société civile organisée luxembourgeoise se rassemblent déjà autour de certains sujets intersectoriels au sein de plateformes ou coalitions** (p.ex. Votum Klima, Stop-TTIP). **Une collaboration à développer** dans le cadre de l'Agenda 2030 et au-delà.

Notre appel aux citoyens

La co-construction d'actions citoyennes concrètes et positives où par exemple des habitants (re)prennent localement le contrôle en matière d'alimentation et d'énergie ou bien deviennent actifs dans l'accueil des réfugiés, démontre que tout le monde est capable d'agir, d'être créatif et d'exprimer des compétences, et ainsi de contribuer à la transformation du destin de sa propre région. Nous appelons tous les citoyens à être un acteur actif du développement durable.



